

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919 (1).

Tableau III : Justice.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Le budget de la Justice n'a donné lieu dans les sections à aucune observation.

Chose remarquable, alors que de multiples et intéressantes questions se dressent et s'agitent autour de ce budget, il n'est pas trace dans les procès-verbaux d'une discussion quelconque.

Le Gouvernement vient de faire connaître les quelques modifications qu'il propose à son premier projet.

Ce sont, d'une part, quelques réductions des chiffres proposés, d'abord, pour certaines grosses dépenses; ce sont, d'autre part, quelques millions de dépenses en plus pour faire face au paiement des charges inéluctables qu n'avaient d'abord pas été prévues.

La Section centrale s'en est rapportée aux propositions gouvernementales.

Elle a cru cependant opportun de poser certaines questions dont la solution est particulièrement intéressante dans les moments que nous traversons.

Une première question demande les raisons pour lesquelles on a rapporté la partie des traités internationaux, relative au mariage ou à la tutelle.

(1) Budget. n° 407.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHÉLYNCK, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON et BUYL; DELPORTE, PEPIN et LAMBORRELLE; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOYE d'EXAERDE et DE WOUTERS d'OPLINTER.

Le Gouvernement a fait parvenir à la Section centrale la réponse que voici :

« La Convention internationale de La Haye du 12 juin 1902, pour régler
» les conflits des lois, en matière de mariage, a été dénoncée par le Gouver-
» nement le 31 octobre 1918 (*Moniteur* du 3 mars 1919, p. 793).

» Une difficulté s'était élevée, dès l'année 1912, au sujet de la portée
» exacte des mots « empêchement au mariage » qui figurent dans l'article 2,
» ainsi que des mots « le droit de contracter mariage » dont se sert l'ar-
» ticle 1^{er} de cette Convention. Fallait-il les entendre en ce sens que l'officier
» de l'état civil doit se refuser à célébrer le mariage, du moment qu'il lui
» est signalé un empêchement quelconque, dirimant ou prohibitif? Ou ne
» doit-il au contraire prendre cette détermination que si l'empêchement est
» de nature à mettre obstacle au mariage?

» Le Gouvernement allemand se prononçait en faveur du premier sens.
» D'après son interprétation, l'article 1^{er} de la Convention de La Haye vise
» toutes les conditions qui constituent « le droit de contracter mariage »,
» non seulement les conditions de validité, ni même les autres conditions
» qui rattachent au statut personnel proprement dit, à la capacité civile de
» contracter mariage, mais encore celles qui se rattachent à la capacité poli-
» tique, telles que l'autorisation à produire par les militaires, par certains
» fonctionnaires, etc. (circulaire du Ministre de la Justice du 14 octobre
1912).

« Le Gouvernement en présence d'une divergence aussi fondamentale sur
» la nature et la portée d'une convention de droit privé et soucieux de
» maintenir une distinction nécessaire entre le droit public et le droit privé,
» a cru devoir dénoncer la convention, comme la France l'avait fait, pour
» les mêmes motifs dès l'année 1913.

« Quant à la convention de La Haye du 17 juillet 1905, concernant les
» effets du mariage, et celle du 12 juin 1902, sur la tutelle des mineurs, elles
» n'ont pas été dénoncées par le Gouvernement. Toutefois, elles ne subsis-
» tent plus :

« 1^o Vis-à-vis de la France, qui les a dénoncées;

« 2^o Vis-à-vis de l'Allemagne, par suite de l'article 287 du Traité de Paix,
« qui de toutes les conventions plurilatérales de droit privé, ne laisse subsis-
« ter que la convention du 17 juillet 1905 sur la procédure civile ».

La Section centrale ne peut que prendre acte de cette réponse; mais il importe que les difficultés qu'elle signale soient au plus tôt résolues.

La Section centrale s'est ensuite préoccupée d'une question que les événements ont rendue palpitante, à savoir les dispositions à prendre vis-à-vis des disparus.

Le Gouvernement a fait répondre qu'un projet est à l'étude.

Mais la chose est urgente.

Què de familles comptent aujourd'hui des disparus et se retrouveront ainsi devant une situation inextricable.

Notre législation sur l'absence est étonnamment insuffisante et impose en tout cas des formalités qui ne sont plus compatibles avec l'état social créé par la guerre.

Puisque le Gouvernement annonce le remaniement de la loi en cette matière, on ne saurait assez le presser de donner suite à son projet et il serait vraiment regrettable que la session actuelle fût close, sans que la Législature ait édicté les dispositions nouvelles qui s'imposent de toute urgence.

En France la question a été réglée législativement depuis déjà plusieurs mois. Un projet de loi de quelques lignes permettant aux Tribunaux de désigner un officier ministériel pour remplacer les disparus dans les actes de disposition comme cela leur est permis dans les actes d'administration et prescrivant en même temps des garanties sérieuses contre les abus possibles, trancherait provisoirement bien des difficultés.

La question des options de nationalité est aussi d'actualité. Pendant la guerre un grand nombre de citoyens auraient voulu profiter des dispositions de la loi; mais le pouvoir occupant ne l'aurait pas permis et en tout cas, pour la plupart se dressaient des difficultés matérielles insurmontables.

Sur ce point le Gouvernement se réserve aussi de déposer un projet de loi spécial. Il se propose notamment de comprendre dans son projet des dispositions concernant la réouverture de certains délais d'option.

Cette question ne manquera pas de soulever des points délicats dans l'examen desquels il sera nécessaire d'apporter toute la prudence que l'expérience des faits ne peut manquer d'inspirer à tous ceux qui ont à cœur l'intérêt et la sécurité du Pays.

La Section centrale a demandé aussi au Gouvernement de se préoccuper de faire régler législativement la question de validité de certains actes posés durant l'occupation, soit par des officiers de l'état-civil, soit par des notaires, soit par des fonctionnaires dont la qualité peut être contestée, parce qu'ils auraient tenu leur pouvoir d'une autorité non reconnue.

M. le Ministre de la Justice a fait à cette question la réponse suivante :

« L'intervention du Législateur n'est pas nécessaire pour remédier aux » conséquences de l'inexistence d'actes de l'état-civil, résultant de l'in- » compétence de la personne qui les aurait dressés. Il appartient au Minis- » tère public d'agir d'office, aux fins d'obtenir un jugement collectif (par » commune ou même par arrondissement) suppléant à l'inexistence de ces » actes.

» Quant aux actes passés par des notaires et dont la validité pourrait » être contestée, il convient de remarquer que les parties ont choisi » librement ces officiers ministériels.

» Elles doivent en supporter les conséquences.

» Il leur incombe, si elles le jugent utile, de renouveler ces actes. Au sur- » plus, aux termes de l'article 1318 du Code civil, l'acte qui n'est point » authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier ou par un » défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties. »

Cette réponse n'est pas entièrement satisfaisante. Il est, en effet, des actes

de l'état civil que le ministère public n'a pas le pouvoir de faire remplacer par un jugement.

D'autre part, il n'est pas exact de dire que les parties ont toujours pu choisir librement les officiers ministériels chargés de recevoir des actes.

Enfin, il nous semble superflu d'ajouter que bien des actes ne peuvent être renouvelés et que l'article 1318 est dans bien des cas soit légalement soit pratiquement inapplicable.

La situation signalée par la Section Centrale reste donc entière et le Gouvernement ferait œuvre sage de s'en préoccuper.

Frappés de l'interprétation donnée par certains arrêts à l'article 115 du Code pénal, des membres de la Section Centrale avaient demandé si le Gouvernement ne pourrait pas faire interpréter législativement cet article et notamment le terme « munitions » qui s'y trouve.

Une courte réponse a fait connaître la manière de voir de M. le Ministre de la Justice. La voici :

« L'interprétation des lois appartient normalement au cours et Tribunaux.
» Il n'y a lieu de recourir à leur interprétation par voie législative que dans
» le cas exceptionnel où la jurisprudence n'a pu réussir à en fixer le sens.
» Aucune incertitude n'a été constatée, en ce qui concerne l'article 115 du
» Code pénal, clair dans ses termes et dont les travaux préparatoires ont
» précisé nettement la portée. Si des contestations venaient à s'élever, la
» Cour de Cassation serait appelée à se prononcer ».

Depuis lors des discussions ont eu lieu au Parlement sur cette même question.

Il ne semble pas qu'une interprétation législative soit désirée.

La loi modifiant les pouvoirs des Cours d'assises avait en partie pour but de faire disparaître les abus d'une interprétation rigoureuse.

L'avenir dira si ce but est atteint.

La loi votée n'a du reste pas apaisé les inquiétudes et l'agitation. En certains milieux le mouvement violent qui continue à s'affirmer contre ceux que l'on accuse d'avoir aidé nos ennemis témoigne que l'on n'a pas pris encore les vraies mesures qui s'indiquent.

On a bien abaissé les peines pour les rendre plus applicables, mais ce qui est surtout désirable, c'est d'abréger les préliminaires des poursuites, c'est-à-dire ces longues et interminables instructions, qui sans donner plus de garanties ni à la défense ni à l'accusation ont le don d'énervier l'opinion publique.

Du reste, celle-ci se soucie assez peu des peines que l'on doit appliquer. Ce qu'elle désire, ce qu'elle demande avant tout, c'est que tous les traîtres, tous les accapareurs, tous ceux qui ont abusé de la situation malheureuse du Pays soient forcés de rendre ce qu'ils ont cyniquement amassé pendant la guerre. Ce qu'elle ne supporte pas c'est que des fortunes nouvelles se soient effrontément élevées sur nos ruines et trouvent leur origine dans les malheurs de la Patrie.

Ce n'est donc pas tant l'action pénale qui intéresse le Pays, encore qu'il n'y ait pourtant pas lieu de montrer en cette matière une indulgence déprimante, mais c'est l'action civile, l'action civile que le gouvernement est en droit d'exercer soit cumulativement avec l'action pénale, soit isolément.

N'oublie-t-on pas que, plutôt que de demander la tête de tant de citoyens, dont les intentions n'ont peut-être pas toujours été vraiment aussi criminelles que les actes, il serait plus facile d'obtenir qu'ils soient forcés de réparer le préjudice qu'ils ont causé; pour exercer contre eux cette contrainte il n'est pas nécessaire qu'ils aient commis un crime ou un délit, il suffit d'invoquer leur imprudence ou leur imprévoyance. Les principes de la loi civile n'offrent-ils pas au Gouvernement qui voudrait faire rendre justice, une voie plus facile, plus sûre et en même temps plus pratique et efficace.

Les ordonnances de non-lieu, voire même les acquittements qui provoquent à tort ou à raison l'émoi et le scandale, auraient-ils encore ces effets regrettables si l'opinion, qui condamne parfois trop vite et sans s'embarasser des textes, savait que néanmoins celui que la justice pénale ne peut pas considérer comme un criminel, devra répondre devant la justice civile de ses procédés illicites d'enrichissement ?

Le Gouvernement devrait penser à organiser cette action civile; il n'y pas de temps à perdre.

Comme dans les autres départements, l'augmentation des dépenses proposées pour le Département de la Justice n'a pas été sans éveiller au sein de la Section Centrale des préoccupations bien naturelles.

Le Gouvernement a bien voulu répondre aux deux questions qui lui ont été posées dans cet ordre d'idées.

La première était relative à l'augmentation proposée de tous les traitements des fonctionnaires du Département de la Justice :

M. le Ministre a répondu :

« Le barème des traitements des fonctionnaires et employés du Ministère de la Justice n'a pas été modifié.

» Les fonctionnaires et employés du Département de la Justice, comme tous les agents des Départements ministériels, peuvent obtenir périodiquement des augmentations de traitement. Ce sont des augmentations réglementaires dont ils n'ont pas bénéficié pendant la durée de l'occupation ennemie qui doivent leur être octroyées.

» Ces augmentations, conformément à une règle uniformément admise pour tous les agents de l'État, sont accordées avec effet rétroactif à la date à laquelle elles auraient normalement dû prendre cours. »

La seconde question de la section centrale visait les augmentations considérables portées dans les divers postes relatifs aux réparations des immeubles du Département de la Justice.

En réponse, M. le Ministre a fait savoir qu'il allait proposer des réductions importantes sur les crédits sollicités.

Ces réductions vont donc être vraisemblablement consignées dans les amendements du Gouvernement.

Au milieu des discussions sans cesse renaissantes dont la Chambre a été, durant ces derniers mois, le théâtre, au sujet de l'Administration de la justice, une question s'imposait à la Section centrale, celle de la situation à faire à la Magistrature.

Les longs échanges de vues qui se sont produits tant à la Chambre qu'au Sénat sur l'organisation de la justice, témoignent qu'on est loin d'être d'accord tant sur la nécessité que sur la nature des réformes annoncées.

On est d'accord, semble-t-il pour reconnaître qu'il n'y a qu'un seul grief contre l'organisation actuelle : la lenteur de la justice.

Sans doute cette lenteur provient, en grande partie, de l'encombrement, mais on a, pensons-nous démontré qu'elle a aussi d'autres causes.

Il a été dit que l'on perd beaucoup de temps dans les prétoirés, que les heures qui sont officiellement affectées à l'exercice régulier de la justice, se perdent souvent en multiples devoirs secondaires.

D'autre part, les lois singulièrement vieilles de la procédure contribuent aussi et largement à ralentir l'action de la justice. Que de formalités inutiles et qu'il faut cependant remplir, pour se conformer à des décrets plus que séculaires, qui avaient peut-être, à une époque reculée, une importance réelle, mais qui n'ont plus aujourd'hui d'autres effets que de prolonger les angoisses de ceux qui attendent la solution d'un procès.

Que de nullités prévues par le Code de procédure qu'il est impossible de couvrir à cause du caractère d'ordre public qui leur est parfois attribué sans raison, qui ne sont que des prétextes à recommencer des procès perdus et ne sont plus guère que des refuges pour l'entêtement et plus souvent la mauvaise foi des plaideurs.

La loi sur la compétence offre, elle aussi, des moyens de prolonger les procès. Sans insister encore sur le côté défectueux des règles en matière de compétence territoriale, qui sont une cause de surcharge pour un grand nombre de tribunaux, n'y a-t-il pas de réforme à introduire dans les dispositions de la loi sur la compétence d'attribution.

Pourquoi, par exemple, laisser à un plaideur la faculté de n'invoquer l'incompétence d'un tribunal que lorsqu'il est sur le point de perdre ou même lorsqu'il a perdu son procès ? Que de procès cependant recommencent parce qu'un plaideur, qui a consenti jusque là à tous les devoirs d'instruction sans songer qu'il se trouvait devant un tribunal incompétent, invoque cette incompétence à la fin de son procès, voire seulement en appel et même en cassation ?

Et si vraiment l'ordre public exige parfois qu'un procès recommence devant d'autres juges, pourquoi ne pas donner à ceux-ci la faculté d'apprécier si les mesures d'instruction prises devant les premiers magistrats saisis ne doivent pas suffire à éclairer sa religion ? Nous croyons que si une étude consciencieuse était demandée à une Commission d'hommes expérimentés sur les moyens d'ordre divers à prendre pour accélérer la justice, il sortirait de leur travail un ensemble de mesures qui simplifieraient grandement les

formalités et allégeraient dans une mesure inespérée la marche aujourd'hui si lourde et si encombrée des procès.

Mais, tout le monde le reconnaît, il y a d'autres difficultés. D'après des déclarations souvent répétées, c'est le recrutement de la magistrature qui menace de devenir impossible.

On s'effraie de cette perspective et de là des propositions graves qui doivent avoir pour effet de modifier, dans ses parties essentielles, notre organisation judiciaire.

Telle, la proposition d'instaurer le juge unique.

On a vu récemment, que cette réforme si grave, ne se fera pas sans rencontrer une violente opposition.

Sans examiner cette réforme dans son principe, il est permis, cependant, d'esquisser quelques objections et d'examiner s'il n'est pas possible, tout en conservant l'organisation actuelle, d'arriver, par des mesures moins radicales, au résultat cherché : c'est-à-dire, assurer le recrutement des magistrats dans les meilleures conditions possibles.

N'est-il pas en tout cas raisonnable, avant de détruire de fond en comble un organisme qui a été jusqu'ici, et particulièrement dans la tourmente que nous avons traversé, l'honneur du pays et le rempart le plus solide contre les démolisseurs de nos institutions nationales, n'est-il pas raisonnable, au lieu de se livrer d'un coup à cette œuvre de destruction, d'essayer de consolider, par des mesures sérieuses, l'organisme précieux que nous possédons.

On invoque ce qui se passe dans d'autres pays, sans trop s'enquérir si les systèmes qui y sont en vigueur, donnent des résultats meilleurs. Qui donc a dit que le système anglais du juge unique est loin de donner là-bas, les satisfactions qu'on lui suppose!

Et alors que nos mœurs, nos habitudes, l'éducation de nos magistrats n'ont en rien préparé le Pays à une aussi redoutable transformation, on voudrait d'un cœur léger saper l'institution actuelle et la remplacer à l'aventure par un système que l'on ne connaît vraiment pas!

Il faut bien y arriver dit-on, parce que le seul moyen d'avoir une bonne magistrature c'est de ne la composer que d'hommes d'élite. Or, il ne faut pas songer à réaliser cette perfection si on ne donne pas à nos magistrats une situation considérablement supérieure, au point de vue traitement, à celle que nos lois leur font aujourd'hui.

C'est là, en effet, pensons nous, la pierre de touche.

Augmenter les traitements de la magistrature c'est une nécessité.

Mais pense-t-on sérieusement que l'institution du juge unique va permettre tout d'un coup cette transformation?

Il ne faut d'abord pas s'imaginer que, même si on instituait le juge unique, le nombre des magistrats serait par là même considérablement diminué. Dire qu'un seul fera la besogne de trois, c'est une affirmation absolument fausse.

Puis peut-on renvoyer ainsi les magistrats en fonctions! Il faudra donc attendre qu'ils disparaissent, avant de songer à leur substituer des éléments de premier choix! Car on n'imagine pas, je suppose, que l'on va, de par une

loi, changer la valeur de nos magistrats et leur attribuer ainsi d'un bond les traitements plantureux que l'on voudrait, dans le système proposé n'attribuer qu'à des éléments hors ligne.

Qu'on nous permette de le dire, le rêve de ceux qui préconisent le nouveau système, est magnifique, mais il ne restera jamais qu'un rêve.

Il y a pour en être persuadé bien d'autres raisons qu'il est inutile d'ailleurs d'énumérer en ce moment.

Mais, sans chercher si loin et dans des mesures aussi radicales, le moyen d'éviter la crise, n'est-il pas possible d'envisager des dispositions législatives de nature à assurer un recrutement plus sûr et meilleur de la magistrature.

Le Gouvernement, à une question de la Section centrale, a répondu que que le relèvement du barème de traitement des magistrats est à l'étude.

Et bien, qu'on nous permette, à titre de simple indication, de signaler au Gouvernement un moyen qui nous paraît bien propre à procurer à la magistrature des recrues de choix.

Dans le système actuel tout nouveau magistrat, quelque soit son âge, quel que soit son mérite, quelle que soit son expérience, jouit, en entrant dans la magistrature, du même traitement. Les augmentations triennales ou quinquennales n'ont leur point de départ que le jour de la nomination à une place de juge effectif.

De là vient, qu'un avocat d'expérience, arrivé à l'âge de 45, 50 ou 55 ans ne songe plus à entrer dans la magistrature.

De là vient naturellement aussi que les jeunes avocats se hâtent le plus possible d'y entrer.

D'où il suit que, si dans la magistrature nous sommes fiers de posséder des hommes de grande distinction, qui sont entrés dans la carrière par une véritable vocation, il en est un grand nombre qui y entrent simplement en vue d'avoir une situation facile et par ce qu'ils ne se sentent ni le courage ni les talents nécessaires pour affronter la carrière du barreau.

Ils viennent remplir les cadres, mais ils n'y apportent aucune lumière. Il leur faudra des années pour acquérir l'expérience qui est si nécessaire à leurs fonctions et, en attendant, ils ne rendent qu'une justice approximative. Heureux quand ce sont des hommes de bon sens et qui trouvent, dans leurs qualités naturelles, la compensation de leur inexpérience.

N'est-il pas pour le moins surprenant de voir nommer juges de paix, fonctions avant tout paternelles et conciliatrices, des hommes de vingt-cinq ans qui d'une fraîche adolescence et d'un joyeux célibat, sont tout d'un coup portés à la dignité de père d'une famille considérable qui comprend tous les enfants mineurs, toutes les veuves et tous les malheureux de tout un canton et sont ainsi appelés à donner des conseils, et ont à prendre des décisions que l'expérience seule devrait inspirer.

Et si nous parlons spécialement des juges de paix c'est que cette magistrature nous paraît la plus délicate puisque le juge y est laissé à ses seules lumières et qu'il doit se former lui-même et tout seul aux difficultés de sa mission.

Une simple disposition que l'on pourrait introduire dans la loi serait appe-

lée, croyons-nous à apporter à cet état de chose un changement immédiat.

Ne suffirait-il pas, en effet, de décider que les augmentations triennales où quinquennales des magistrats seraient calculées non plus du jour de leur nomination mais bien du jour de leur inscription au barreau. De cette façon un avocat qui aurait 25 ou 30 ans de profession au barreau aurait en entrant dans la magistrature effective, un traitement considérablement supérieur au traitement d'un jeune magistrat et si l'on ajoute que la pension serait calculée de la même façon il s'en suivrait que tous les magistrats seraient assurés d'avoir l'éméritat et trouveraient en cela une compensation sérieuse au sacrifice matériel qu'ils doivent consentir en quittant la profession plus lucrative du barreau.

Il résulterait de ce système de gros avantages.

Il ne paraît en effet pas douteux que des hommes, que leur talent éloigne précisément de la magistrature, se laisseraient plus facilement tenter. Arrivés à un âge où la combativité diminue, beaucoup ne demanderaient pas mieux que d'apporter leur expérience à des fonctions dont ils ne se tiennent éloignés qu'en raison de la disproportion de la rémunération qu'elles comportent.

D'autre part, les jeunes stagiaires n'auraient plus le même intérêt à se presser; ils attendraient plus patiemment leur tour et prendraient le temps d'acquérir un peu plus de connaissance et d'expérience.

Et si l'on ajoute que l'idée, qui fait son chemin, de la rémunération familiale pourrait ajouter encore au nouveau barème du projet une amélioration importante, n'arriverait-on pas, sans créer au Trésor une charge trop considérable, à faire à nos magistrats une situation que les intérêts d'argent ne feraient plus dédaigner.

Ces idées, qui sont évidemment personnelles à l'auteur du présent rapport et ne peuvent engager que lui, ne trouveront sans doute d'abord sur leur chemin que des sourires, mais peut-être qu'à la réflexion on voudra bien leur reconnaître une valeur que leur caractère de nouveauté n'est pas, nous paraît-il, de nature à amoindrir.

Elles sont en tout cas jetées dans le débat sans aucune prétention et uniquement dans le but de collaborer, dans la mesure la plus modeste, à la solution d'une question qui intéresse au plus haut point ceux qui cherchent la meilleure justice.

Au surplus, l'exposé rapide qui vient d'en être fait ne constitue qu'une ébauche à laquelle il est vraisemblable que des retouches s'imposent.

La Section centrale a aussi demandé s'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement, de proposer d'assurer une amélioration du sort de certains huissiers, dont les ressources professionnelles sont dérisoires et s'il n'y a pas lieu d'assurer tout au moins à ces auxiliaires nécessaires de la Justice, une situation plus digne de leur rôle.

M. le Ministre a fait parvenir la réponse ci-après :

« Les huissiers ne sont pas des agents de l'État. Ils peuvent faire le commerce et exercer toutes autres professions qui ne leur sont pas interdites,

» notamment par l'article 44 du décret du 14 juin 1813. Ils ne touchent
» aucun traitement à charge du Trésor et n'ont pas droit à la pension de
» retraite.

» L'amélioration de leur situation ne peut résulter que du relèvement de
» leurs émoluments et de l'augmentation de l'indemnité allouée aux huissiers
» audienciers.

» La loi du 16 juin 1919 a autorisé le Gouvernement à modifier les dispo-
» sitions relatives aux frais de justice en matière répressive et aux frais et
» dépens en matière civile et commerciale.

» La révision du tarif criminel est soumise à une Commission qui a déjà
» commencé ses travaux. La Commission chargée de la révision du tarif
» civil sera prochainement constituée.

» La révision des arrêtés royaux fixant les indemnités accordées aux huis-
» siers est à l'étude. »

La réponse de M. le Ministre se contente de rappeler les principes en vigueur; mais la question est précisément de savoir s'il n'est pas de toute nécessité d'y apporter des changements.

Il n'est pas question des huissiers dont la situation est au-dessus des besoins normaux. Pour ceux-là les améliorations annoncées seront sans doute suffisantes.

Mais la Section centrale avait en vue les huissiers de certains cantons où la profession d'huissier est une profession de misère.

Il est des huissiers qui ne gagnent pas 1,000 francs, pas même 500 francs par an.

Est-il décent de les laisser dans pareille situation?

Pour ceux-là, n'y a-t-il pas lieu de prendre des mesures spéciales?

Ne peut-on organiser un système qui leur assurerait tout au moins un traitement minimum convenable?

Sans doute ils ne sont pas des agents de l'État, mais ils n'en sont pas moins des agents nécessaires dans l'organisation de la Justice.

N'y a-t-il pas danger à les laisser ainsi en proie aux difficultés de l'existence? Ne deviennent-ils pas forcément des agents d'affaires? Ne conviendrait-il pas de leur enlever plutôt tout intérêt à l'intentement du procès?

Il y a là certes une réforme dont la nécessité se fait plus impérieuse que jamais dans ces temps où la cherté de la vie devient un problème de plus en plus angoissant.

La Section Centrale insiste pour que le Gouvernement prenne à ce sujet une initiative qui paraît s'imposer.

Enfin la Section centrale a exprimé le désir que les installations du *Moniteur* soient améliorées et qu'on mette à la disposition de cette Administration des linotypes qui permettent un travail plus rapide et mieux fait.

M. le Ministre a répondu que la transformation des ateliers du *Moniteur* en Imprimerie Nationale fait l'objet de l'examen d'une Commission instituée il y a plusieurs mois déjà et que cette Commission se rendra prochainement à La Haye où elle étudiera le fonctionnement de l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas.

Dès à présent l'acquisition de 6 linotypes pour le *Moniteur* est décidée .

Ces quelques observations faites, il ne reste qu'à proposer à la Chambre de ratifier les propositions de budget telles qu'elles ont été faites dans le projet du Gouvernement et sous réserve des amendements qui ont été annoncés.

Le Rapporteur.

JULES PONCELET.

Le Président,

P. POULLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1919 (1).

Tabel III : Justitie.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Justitie heeft in de afdeelingen geen aanleiding tot eenige opmerking gegeven.

't Is merkwaardig dat, terwijl zoo talrijke en belangwekkende vraagstukken naar aanleiding van die begrooting oprijzen en behandeld worden, er in de processen-verbaal geen spoor van eenige bespreking te merken is.

De Regeering heeft pas de enkele wijzigingen laten kennen, die zij in haar eerste ontwerp voorstelt.

Het zijn, eenerzijds, eenige verminderingen van de eerst voorgestelde cijfers voor zekere groote uitgaven; anderzijds, zijn het eenige millioenen uitgaven meer tot bestrijding van de onvermijdbare uitgaven, welke men in den beginne niet had voorzien.

De Middenafdeeling heeft zich vereenigd met de voorstellen van de Regeering.

Zij vond het echter gepast sommige vragen te stellen, waarvan de oplossing heden ten dage van bijzonder belang is.

Bij eene eerste vraag wordt verzocht te doen kennen om welke redenen

(1) Begrooting, nr 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHERYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, ondervoorzitters; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSEMIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BUYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKX, DE KERCHOVE D'EXAERDE en DE WOUTERS D'OPLINTER.

het gedeelte der internationale verdragen, aangaande het huwelijk of de voorgdij. werd ingetrokken.

De Regeering deed aan de Middenafdeeling het volgende antwoord geworden :

« De Internationale Overeenkomst van 's-Gravenhage, d. d. 12 Juni 1902, » tot regeling van de wetsconflicten in zake huwelijk, werd door de Regeering opgezegd den 31st October 1918 (*Staatsblad* van 5 Maart 1919, » bl. 795).

» Reeds in het jaar 1912 had zich eene moeilijkheid voorgedaan aangaande de juiste beteekenis van de woorden : « beletsel tot het huwelijk », voorkomende in artikel 2, evenals van de woorden : « de bevoegdheid om een huwelijk aan te gaan », waarvan het eerste artikel dezer Overeenkomst zich bedient. Diende men ze te verklaren in dezen zin, » dat de ambtenaar van den burgerlijken stand moet weigeren het huwelijk » te voltrekken, indien hem eenig beletsel, verhinderend of verbiedend » beletsel, ter kennis wordt gebracht? Of moet hij slechts tot deze beslissing » komen, wanneer het beletsel van aard is om het huwelijk te verhinderen?

» De Deutsche Regeering verklaarde zich voor de eerste zienswijze. Volgens hare verklaring bedoelt het eerste artikel der Overeenkomst van » 's-Gravenhage al de vereischten die « de bevoegdheid om een huwelijk » aan te gaan » uitmaken, niet alleen de vereischten tot geldigheid, noch » zelfs de andere vereischten behorende tot het eigenlijk gezegd persoonlijk statuut, tot de burgerrechtelijke bekwaamheid om een huwelijk aan » te gaan, doch ook die welke behooren tot de politieke bekwaamheid, » zooals de toelating welke de militairen, sommige ambtenaars, enz., moeten » overleggen (Omzendbrief van den Minister van Justitie, d. d. 14 October 1912).

» Ten gevolge van zulk een grondig meeningsverschil over den aard en de » beteekenis eener overeenkomst van primaatrecht en bezorgd om een » noodzakelijk onderscheid te behouden tusschen het publiekrecht en het » privaatrecht, meende de Regeering de Overeenkomst te moeten opzeggen, » zooals Frankrijk dit sedert 1913, om dezelfde redenen, had gedaan.

« Wat betreft de Overeenkomst van 's-Gravenhage, d. d. 17 Juli 1903, » aangaande de gevolgen van het huwelijk, en die van 12 Juni 1902, aangaande de voorgdij der minderjarigen, deze werden door de Regeering » niet opgezegd. Echter bestaan zij niet meer :

» 1° Tegenover Frankrijk, dat ze opgezegd heeft;

» 2° Tegenover Duitschland, ingevolge artikel 287 van het Vredesverdrag, » dat van al de meerzijdige overeenkomsten van privaatrecht alleen de » overeenkomst van 17 Juli 1903 betreffende de burgerlijke rechtsvoering laat bestaan. »

De Middenafdeeling kan slechts akte nemen van dit antwoord, doch de moeilijkheden, waarop zij wijst, dienen zoodra mogelijke worden opgelost.

De Middenafdeeling hield zich vervolgens bezig met eene quaestie welke

uit hoofde van de omstandigheden hoogst belangwekkend is geworden, namelijk de schikkingen te nemen ten aanzien van de personen die verdwenen zijn.

De Regeering deed antwoorden dat een ontwerp ter studie ligt.

Doch de zaak is spoedeischend.

Talrijk zij de gezinnen waarvan leden verdwenen zijn en zich aldus in een ontwarbaren toestand bevinden.

Onze wetgeving betreffende de afwezigheid is hoogst ontoereikend en legt in elk geval vormvereischen op, welke niet meer strooken met den maatschappelijken toestand van vóór den oorlog.

Vermits de Regeering de wijziging der wet in deze aankondigt, kan men niet genoeg bij haar aandringen om aan haar voornemen gevolg te geven en het zou waarlijk te betreuren zijn dat dit zitting jaar moest gesloten worden, zonder dat de Kamers de nieuwe, onverwijld noodzakelijke bepalingen hebben ingevoerd.

In Frankrijk werd de zaak reeds sedert verscheidene maanden door eene wet geregeld. Een wetsontwerp van eenige regelen, waarbij de rechtbanken gemachtigd worden een ministerieelen ambtenaar te benoemen om de verdwenen personen te vervangen in de handelingen van beschikking zooals hun dit wordt toegelaten in de handelingen van beheer en waarbij tevens ernstige waarborgen worden voorgeschreven tegen de mogelijke misbruiken, zou voorloopig menig bezwaar oplossen.

De zaak van de nationaliteitskenze is ook aan de orde van den dag. Gedurende den oorlog zouden talrijke burgers zich de bepalingen der wet te nutte hebben willen maken; de bezetter zou het echter niet toegelaten hebben en, in elk geval, bevonden de meesten zich voor onoverkomelijke moeilijkheden van stoffelijken aard.

Ook hieromtrent wil de Regeering een bijzonder wetsontwerp indienen. Zij is namelijk van plan, in haar ontwerp bepalingen op te nemen tot vaststelling van nieuwe termijnen om keuze te doen.

Deze quaestie zal wellicht kiesche punten te berde brengen, die men zal moeten onderzoeken met al de omzichtigheid, welke de ervaring ongetwijfeld zal opleggen aan al degenen die het belang en de veiligheid van het Land behartigen.

De Middenafdeeling verzoekt eveneens de Regeering er zich op toe te leggen, door de wet te doen regelen het vraagstuk der geldigheid van sommige handelingen tijdens de bezetting verricht, hetzij door ambtenaren van den burgerlijken stand, hetzij door notarissen, hetzij door ambtenaren wier bevoegdheid kan betwist worden, omdat zij hunne macht van eene niet erkende overheid ontfingen.

De Minister van Justitie gaf op die vraag het volgende antwoord :

« De Wetgever dient niet op te treden om de gevolgen te verhelpen van
» de ongeldigheid van akten van den burgerlijken stand, voortvloeiende uit
» de onbevoegdheid van den persoon die ze mocht opgemaakt hebben. Aan
» het Openbaar Ministerie behoort het, van ambtswege op te treden ten

» einde een collectief vonnis (per gemeente of zelfs per arrondissement) te
» bekomen om de ongeldige akten te vervangen.

» Wat betreft de voor notaris verleden akten wier geldigheid zou kunnen
» betwist worden, dient men te bemerken dat partijen deze ministerieele
» ambtenaren vrijelijk hebben verkozen.

» Zij moeten de gevolgen daarvan dragen.

» Zij behoeven, indien zij het nuttig achten, deze akten te hernieuwen.

» Overigens, naar luid van artikel 1318 van het Burgerlijk Wetboek, geldt
» de akte, die niet authentiek is wegens de onbevoegdheid of de onbe-
» kwaamheid van den ambtenaar of wegens een vormgebrek, als onder-
» handsch geschrift, indien zij door partijen ondertekend werd. »

Dit antwoord is niet gansch bevredigend. Er bestaan inderdaad akten van den burgerlijken stand, welke het openbaar ministerie niet gerechtigd is door een vonnis te doen vervangen.

Anderzijds zegt men ten onrechte dat partijen de ministerieele ambtenaren, die gelast zijn akten te ontvangen, altijd vrijelijk hebben kunnen kiezen.

Eindelijk komt het ons overbodig voor, er bij te voegen dat menige akten niet kunnen hernieuwd worden en dat artikel 1318 in menig geval hetzij wettelijk, hetzij practisch niet kan toegepast worden.

De zaak, waarop de Middenafdeeling heeft gewezen, is dus niet opgelost en de Regeering zou wijselijk hand en zich daarmee bezig te houden.

Getroffen door de verklaring, door sommige arresten gegeven aan artikel 113 van het Strafwetboek, hadden leden der Middenafdeeling gevraagd of de Regeering dit artikel, inzonderheid het woord « munitie » dat daarin voorkomt, niet door de wet zou doen verklaren.

Door het navolgend kort antwoord deed de Minister van Justitie zijne zienswijze kennen :

« Normaal behoort de verklaring der wetten tot de bevoegdheid der
» Hoven en Rechtbanken. Slechts in het uitzonderlijk geval dat de recht-
» spraak er niet in slaagde den zin daarvan te bepalen, dient men ze
» door de wetgeving te doen verklaren. Geene onzekerheid werd vastge-
» steld betreffende artikel 113 van het Strafwetboek, waarvan de bewoor-
» dingen klaar zijn en waarvan de beteekenis door de voorbereidende
» handelingen duidelijk omschreven werd. Mochten er geschillen ontstaan,
» dan zou het Verbrekingshof daarover uitspraak doen. »

Sindsdien werd de zaak in het Parlement behandeld.

Het blijkt niet dat eene verklaring door de wet verlangd wordt.

De wet tot wijziging van de bevoegdheden der Assisenhoven had gedeeltelijk ten doel, de misbruiken eener gestrengte verklaring te doen verdwijnen.

Uit de toekomst zal blijken of dit doel is bereikt.

Overigens, de aangenomen wet heeft geen einde gemaakt aan de onrust en de gisting. In sommige kringen wordt door de hevige beweging, welke zich voortzet tegen hen die men beschuldigt onze vijanden te hebben geholpen, aangetoond dat men nog niet de ware vereischte maatregelen heeft getroffen.

Wel is waar heeft men de straffen verminderd om ze gemakkelijker te

kunnen toepassen, doch vooral wenschelijk is de inkorting van de voorafgaande handelingen der vervolging, namelijk het lange en eindeloze onderzoek dat, zonder meer waarborgen te verschaffen noch aan de verdediging noch aan de beschuldiging, de openbare meening ontzenuwt.

Overigens, deze bekommert zich al heel weinig om de straffen welke men moet toepassen. Zij verlangt, zij vraagt in de eerste plaats dat al de verraders, al de warenwoekeraars, al wie misbruik maakte van den ongelukkigen toestand van het Land, gedwongen worden terug te geven wat zij met zoo veel schaamteloosheid onder den oorlog hebben verzameld. Zij kan niet dulden dat nieuwe vermogens schaamteloos gewonnen werden te midden onzer puinen en in de ongelukken van het Vaderland hun oorsprong vinden.

Het is dus niet zoo zeer de strafvordering waarin het Land belang stelt, ofschoon er in deze zaak geen reden bestaat om een vernederende toegeeflijkheid te toonen, doch wel de burgerlijke vordering welke de Regeering gerechtigd is te vervolgen hetzij te gelijk met de strafvordering, hetzij afzonderlijk.

Vergeet men niet te veel dat, liever dan het hoofd te eischen van zoo veel burgers wier inzichten wellicht niet altijd inderdaad zoo misdadig waren als hunne handelingen, het veel gemakkelijker zou zijn te bekomen dat zij gedwongen werden het door hen veroorzaakte nadeel te herstellen. Om ze daartoe te dwingen, is het niet noodig dat zij eene misdaad of een misdrijf hebben gepleegd : het volstaat te wijzen op hunne onvoorzichtigheid of hunne onbedachtzaamheid. Bieden de beginselen van de burgerlijke wet aan de Regeering, die recht zou willen doen spreken, niet een weg aan, die gemakkelijker, zekerder en tevens practischer en doeltreffender is ?

Zouden de beschikkingen van niet-vervolging, zelfs de vrijspraken welke terecht of ten onrechte onrust en schandaal verwekken, nog die betreurenswaardige gevolgen hebben, indien de openbare meening, die soms te haastig veroordeelt en zonder zich om de teksten te bekreunen, wist dat hij dien het strafgerecht niet als een misdadiger kan aanzien, toch voor het burgerlijk gerecht zal moeten verantwoorden voor zijne ongeoorloofde verrijkingspraktijken ?

De Regeering zou er moeten op bedacht zijn, deze burgerlijke rechtsvordering te regelen ; er is geen tijd te verliezen.

Zooals in de overige departementen, heeft de verhooging der uitgaven, voorgesteld voor het Departement van Justitie, in den schoot der Middenafdeeling zeer natuurlijke bezorgdheid opgewekt.

De Regeering was zoo goed te antwoorden op de twee vragen, welke haar in deze gedachtenorde werden gesteld.

De eerste betreft de voorgestelde verhooging van al de jaarwedden der ambtenaren van het Departement van Justitie.

De Minister antwoordde :

- » De rooster van de jaarwedden der ambtenaren en beambten van het
- » Ministerie van Justitie werd niet gewijzigd.
- » Deze ambtenaren en beambten, evenals al de bedienden van de ministerieele departementen, kunnen periodieke weddeverhoogingen bekomen.

» De verhoogingen, die hun moeten toegekend worden, zijn reglemen-
» taire verhoogingen, welke zij niet hebben verkregen gedurende de vijan-
» delijke bezetting.

» Deze verhoogingen, krachtens een regel algemeen aangenomen voor al
» de Staatsbeambten, worden verleend met terugwerkende kracht op den
» datum waarop zij normaal hadden moeten aanvang nemen. »

De tweede vraag van de Middenafdeeling bedoelde de aanzienlijke ver-
hoogingen, bij de onderscheidene posten voorzien voor herstellingswerken
aan de gebouwen van het Departement van Justitie.

In zijn antwoord deed de Minister kennen dat hij belangrijke verminde-
ringen van de aangevraagde credieten zou voorstellen.

Deze verminderingen zullen dus waarschijnlijk in de amendementen van
de Regering opgenomen worden.

Te midden van de herhaaldelijke besprekingen welke in de jongste
maanden ter Kamer plaats hadden betreffende de rechtsbedeeling, drong
zich eene kwestie bij de Middenafdeeling op, namelijk de toestand van de
Magistratuur.

Uit de lange gedachtenwisseling in Kamer en Senaat over de inrichting der
Justitie blijkt, dat men het hoegenaad niet eens is noch over de noodzake-
lijkheid, noch over den aard der aangekondigde hervormingen.

Men schijnt het eens te zijn om te erkennen dat slechts één enkel bezwaar
tegen de huidige inrichting bestaat : de trage rechtsbedeeling.

Deze traagheid vloeit ongetwijfeld grootendeels voort uit de opeenstape-
ling der zaken, doch men heeft ook bewezen, meenen wij, dat er andere
oorzaken bestaan.

Er werd gezegd dat men veel tijd verliest in de gerechtszalen, dat de uren,
welke ambtelijk voor de geregelde uitoefening van het gerecht zijn bestemd,
dikwijls met vele bijzaken verloren gaan.

Anderzijds dragen de zeer verouderde wetten der rechtsvordering ook
ruimschoots bij tot de vertraagde rechtsbedeeling. Wat al onnuttige vormver-
eischen moeten nochtans vervuld worden krachtens meer dan eeuwenoude
decreten die wellicht vóór ettelijke jaren een wezenlijk belang hadden, doch
die thans nog enkel dienen om de angst te verlengen van hen die op de
uitspraak van een geding wachten !

Wat al gevallen van nietigheid zijn door het Wetboek van Rechtsvorde-
ring voorzien, welke men onmogelijk dekken kan wegens het kenmerk van
openbare orde dat hun soms wordt toegekend zonder reden, welke alleen
voorwendsels zijn om verloren gedingen opnieuw in te stellen en nog slechts
dienen om de koppigheid en, in de meeste gevallen de kwade trouw der
pleiters te steunen !

Ook de wet op de bevoegdheid brengt het hare bij tot het rekken van de
gedingen. Zonder nog te willen aandringen op de gebrekkige zijde der rege-
len in zake plaatselijke bevoegdheid, welke voor talrijke rechtbanken een
grooten overlast meebrengen, stellen wij de vraag of de wetsbepalingen op
de stoffelijke bevoegdheid niet dienen te worden gewijzigd ?

Waarom, b. v., aan een pleiter de vrijheid laten om alleen dan de onbe-

voegdheid van eene rechtbank op te werpen, wanneer hij op het punt is zijn proces te verliezen of zelfs wanneer hij het heeft verloren? Hoeveel processen worden echter opnieuw ingesteld, omdat een pleiter, die tot dan toe in al de onderzoeksverrichtingen toestemde zonder er aan te denken dat hij tegenover een onbevoegde rechtbank stond, deze onbevoegdheid opwerpt op het einde van zijn proces, soms enkel in beroep en zelfs in verbreking?

En zoo de openbare orde inderdaad soms vereischt dat een proces voor andere rechters hernomen worde, waarom zou men dan aan dezen niet de bevoegdheid toekennen om te oordeelen of de onderzoeksmaatregelen, getroffen vóór de magistraten die van de zaak eerst kennis namen, niet moeten volstaan om hun oordeel te vormen? Wij meenen dat, mocht men eene Commissie van ervaren mannen gelasten gewetensvol na te gaan welke onderscheidene middelen dienen te worden aangewend om den gang van het gerecht te versnellen, hun werk een stel van maatregelen zou opleveren, welke de vormvereischten grootelijks zouden vereenvoudigen en den thans zoo loggen en belemmerden gang der gedingen op eene onverwachte wijze zou verlichten.

Doch iedereen erkent dat er andere moeilijkheden zijn. Volgens dikwijls herhaalde verklaringen is het de aanwerving der magistratuur, welke dreigt onmogelijk te worden.

Dit vooruitzicht doet schrikken, en dat geeft aanleiding tot gewichtige voorstellen, die ten gevolge moeten hebben onze rechterlijke inrichting in hare hoofdzakelijke deelen te wijzigen.

Tot die voorstellen behoort dit strekkende tot instelling van den éenen rechter.

Onlangs stelde men vast dat deze zoo gewichtige hervorming niet zonder hevig verzet zal kunnen ingevoerd worden.

Zonder het beginsel van deze hervorming te willen onderzoeken, moet het echter toegelaten zijn eenige bezwaren voor te brengen en na te gaan of het niet mogelijk is, mits men de huidige inrichting in stand houdt, door middel van minder radicale maatregelen den beoogden uitslag te bereiken, namelijk de aanwerving der magistraten in de best mogelijke voorwaarden te verzekeren.

Is het overigens niet redelijk, alvorens eene inrichting totaal te vernietigen, welke tot nog toe, en vooral in de woelige tijden die wij beleefd hebben, de eer van het land uitmaakte en de sterkste dam was tegen de afbrekers onzer nationale instellingen, is het niet redelijk dat men, in plaats van ineens tot dit vernielingswerk over te gaan, de kostbare inrichting, die wij bezitten, door ernstige maatregelen poogt te versterken?

Men verwijst naar wat in andere landen geschiedt, zonder grondig na te gaan of de stelsels, welke er worden toegepast, betere uitkomsten opleveren. Wie is het die gezegd heeft dat het Engelsche stelsel van den éenen rechter daar ginds hoegenaamd niet zoozeer voldoet als men wel denkt!

En wanneer onze zeden, onze gewoonten, de opleiding onzer magistraten het Land geenszins hebben voorbereid op zulk een geduchte hervorming, zou men lichtzinnig weg de huidige instelling ondermijnen en op goed geluk vervangen door een stelsel dat men werkelijk niet kent!

Men zegt dat men wel daartoe komen moet, omdat het eenige middel om eene goede magistratuur te bezitten, is ze slechts uit keurmannen samen te stellen. Welnu, men moet er niet aan denken deze volmaaktheid te bereiken indien men onze magistratuur niet brengt in een toestand welke, ten opzichte der jaarwedde, ontzaglijk beter zijn zou dan die welke onze wetten haar thans verschaffen.

Volgens ons is dit inderdaad de proefsteen.

Het verhoogen van de jaarwedden der magistratuur is eene noodzakelijkheid.

Meent men ernstig dat de instelling van den éenen rechter deze hervorming dadelijk zal mogelijk maken?

Vooreerst moet men zich niet inbeelden dat zelfs indien men den éenen rechter instelde, het aantal magistraten daardoor aanmerkelijk zou vermindert worden. De bewering dat een enkele het werk van drie zal verrichten, is volstrekt vals.

Kan men verder de in bediening zijnde magistraten in eens doorzenden? Men zal dus moeten wachten tot zij verdwijnen, alvorens er aan te denken hen door keurmannen te vervangen! Want ik veronderstel dat men zich niet zal inbeelden dat men de waarde onzer magistraten door eene wet gaat veranderen en hun alzoo met één slag de hooge jaarwedden toekennen, welke men, in de voorgestelde regeling, slechts aan mannen van uitgelezen hoedanigheid zou willen toekennen.

Men late het ons zeggen : de droom van hen, die het nieuwe stelsel voorstaan, is prachtig, doch het zal nooit anders dan een droom zijn.

Om zich daarvan te overtuigen, zijn er nog menige andere redenen welke het overigens onnoodig is thans te vermelden.

Zou echter, zonder zoo ver te zoeken en zonder tot zulke radicale maatregelen over te gaan, het middel om de crisis te vermijden niet kunnen gevonden worden in wetsbepalingen geschikt om een meer zekere en eene betere aanwerving der magistratuur te bevorderen?

Op eene vraag van de Middenafdeeling werd door de Regeering geantwoord dat de verhooging van den wedderooster der magistratuur ter studie ligt.

Welnu, men late ons toe, enkel als aanwijzing, de aandacht van de Regeering te vestigen op een middel, dat, volgens ons, goed geschikt is om uitgelezen jonge magistraten te verschaffen.

Volgens de huidige regeling trekt elke nieuwe magistraat, welke zijn leeftijd, zijne verdienste en zijne ondervinding ook zijn, dezelfde aanvangswedde. De drie- of vijfjaarlijksche verhoogingen vangen slechts aan vanaf den dag waarop hij tot werkelijk rechter wordt benoemd.

Daarom denkt een ervaren advocaat, die den leeftijd van 45, 50 of 55 jaar heeft bereikt, er niet meer aan, in de magistratuur te treden.

Daarom ook haasten de jonge advocaten zich zooveel mogelijk daarin opgenomen te worden.

De toestand is dan ook deze : Zijn wij er trotsch op dat mannen van groote onderscheiding, die uit oprechte roeping deze loopbaan hebben ver-

kozen, tot de magistratuur behooren, dan zijn er een aantal die eenvoudig dien weg opgaan om zich een vaststaande ambt te verschaffen en omdat zij noch den moed, noch de noodige bekwaamheid bezitten om het advocatenberoep aan te durven.

Zij komen de kaders vullen, maar brengen er geen luister bij. Jaren zullen zij noodig hebben om de ervaring op te doen, welke zoo noodzakelijk is voor hun ambt, en intusschen berechten zij min of meer goed. Het is dan nog goed, als het mannen zijn met gezond verstand, die in hunne aangeboren hoedanigheden vinden wat aan hunne ervaring te kort schiet.

Is het althans niet verwonderlijk dat tot vrederechter, een ambt dat hoofdzakelijk van vaderlijk en verzoenenden aard is, worden benoemd mannen van vijf en twintig jaar, die opeens hun frische jeugd en vroeglig jongensleven moeten verwisselen tegen de waardigheid van vader eener talrijke familie, welke bestaat uit al de minderjarige kinderen, al de weduwen en al de ongelukkigen van gansch een kanton, en die alzoo geroepen worden om raad te geven en om beslissingen te nemen, welke de ervaring alleen zou moeten ingeven?

En zoo wij alleenlijk van de vrederechters gewagen, dan is het omdat deze magistratuur ons de meest kiesche toeschijnt, aangezien de rechter aan zijn eigen wetenschap is overgelaten en hij zich zelf en gansch alleen moet opleiden voor de moeilijkheden zijner zending.

Het opnemen van eene eenvoudige bepaling in de wet zou, volgens ons, dadelijk verandering in dezen toestand brengen.

Ware het inderdaad niet voldoende te beslissen dat de drie- of de vijfjaarlijkse verhoogingen der magistraten zouden worden berekend niet meer vanaf den dag hunner benoeming, maar wel vanaf den dag hunner inschrijving bij de balie? Op die wijze zou een advocaat met 25 of 30 jaar practijk bij de balie, wanneer hij in de werkelijke magistratuur wordt opgenomen, eene jaarwedde trekken, die aanzienlijk hooger zou zijn dan de wedde van een jong magistraat; voegt men daarbij dat het pensioen op gelijke wijze zou berekend worden, dan zou dit ten gevolge hebben dat al de magistraten verzekerd zouden zijn het emeritaat te bereiken en daarin een ernstige vergoeding te vinden voor de stoffelijke opoffering welke zij zich moeten getroosten wanneer zij van het meer winstgevend beroep aan de balie alzien.

Dit stelsel zou groote voordeelen opleveren.

Het schijnt inderdaad niet te betwijfelen dat mannen, die juist om hun talent buiten de magistratuur blijven, zich gemakkelijker zouden laten overhalen. Gekomen op een leeftijd waarop de strijdust vermindert, zouden velen niet beter vragen dan hunne ervaring ten dienste te stellen van ambten, waarvan zij zich slechts verwijderd houden wegens de mindere bezoldiging die daaraan verbonden is.

Ande zijds zouden de jonge stagedoeners niet meer hetzelfde belang hebben zich te haasten; zij zouden hunne beurt geduldiger verbeiden en den tijd gebruiken om meer wetenschap en meer ervaring op te doen.

Voegt men er de steeds meer ingang vindende gedachte bij van de gezins-

vergoeding, welke den ontworpen rooster nog aanzienlijk zou verbeteren, dan zou men er toe komen, aan onze magistraten een toestand te bezorgen, welke in geldelijk opzicht niet meer zou misacht worden en de Staatskas niet te veel zou bezwaren.

/ Deze gedachten, welke natuurlijk aan den verslaggever van dit ontwerp eigen zijn en slechts zijnen persoon kunnen verbinden, zullen ongetwijfeld in den beginne alleen met een glimlach onthaald worden. doch, wanneer men er over zal nadenken, zal men hun wel eene waarde willen toekennen welke, onzes dunks, wegens hunne nieuwigheid niet zal verkleind worden.

Wat er ook van zij, die gedachten worden in het debat vooropgezet zonder aanmatiging en met het eenige doel in de nederigste mate bij te dragen tot de oplossing van een vraagstuk dat hen, die de beste rechtsbe-deeling nastreven, ten hoogste aanbelangt.

Overigens, de kortbondige toelichting, welke wij daarvan geven, is enkel een schets welke waarschijnlijk meer dan eene verbetering behoeft.

De Middenafdeeling heeft ook gevraagd of de Regeering niet vanzins is eene lotsverbetering voor te stellen voor sommige deurwaarders met geringe beroepsinkomsten en of het noodig is, althans aan deze onontbeerlijke gerechtsdienaars een toestand te verschaffen, die beter met hunne zending overeenstemt.

De Minister antwoordde als volgt :

« De deurwaarders zijn geene Staatsbedienden. Zij mogen handel drijven » en alterhande beroepen uitoefenen, welke hun niet verboden zijn, name- » lijk door artikel 41 van het decreet van 14 Juni 1813. Zij trekken geene » jaarwedde uit de Staatskas en hebben geen recht op pensioen.

» De verbetering van hun toestand kan slechts voortvloeien uit de ver- » hooging hunner verdiensten en uit de vergoeding verleend aan de deur- » waarders ter rolle.

» De wet van 16 Juni 1919 heeft de Regeering gemachtigd de bepalingen » te wijzigen betreffende de gerechtskosten in strafzaken en de kosten en » uitgaven in burgerlijke en in handelszaken.

» De herziening van het tarief in strafzaken is onderworpen aan eene » Commissie, die hare werkzaamheden reeds heeft aangevangen. De Com- » missie, belast met de herziening van het tarief in burgerlijke zaken, wordt » eerlang samengesteld.

» De herziening van de koninklijke besluiten tot bepaling der vergoe- » dingen verleend aan de deurwaarders ligt ter studie. »

In zijn antwoord bepaalt de Minister er zich bij, de van kracht zijnde beginselen in herinnering te brengen; doch de eigenlijke vraag is deze, of het niet hoog noodzakelijk is daarin verandering te brengen.

Er is geen sprake van de deurwaarders, wier toestand boven de normale behoeften staat. Voor dezen zullen de aangekondigde verbeteringen wellicht voldoende zijn.

Doch de Middenafdeeling beoogde de deurwaarders van sommige kantons, waar het beroep van deurwaarder een armoedig beroep is.

Er zijn deurwaarders die geen 1,000 frank, zelfs geen 500 frank per jaar verdienen.

Is het welvoeglijk hen in zulk een toestand te laten verkeerén?

Dient men niet voor dezen bijzondere maatregelen te treffen?

Kan men geene regeling invoeren, waarbij hun ten minste een behoorlijke minimumwedde wordt verzekerd?

Het is waar, ze zijn geene Staatsbeambten, doch zij zijn niettemin onontbeerlijke dienaars in de rechterlijke inrichting.

Is het niet gevaarlijk dat men hen alzoó aan de moeilijkheden van het bestaan overgeleverd late? Worden zij niet noodzakelijkerwijze zaakwaarnemers? Ware het niet noodig er voor te zorgen dat zij veeleer geen belang meer zouden hebben bij het instellen van gedingen?

Dat is voorzeker eene hervorming die zich meer dan ooit opdringt, nu de duurte van het leven steeds meer zorgen baart.

De Middenafdeeling dringt bij de Regeering aan, opdat zij hieromtrent een initiatief neme dat noodzakelijk voorkomt.

Eindelijk heeft de Middenafdeeling den wensch uitgedrukt, dat de inrichtingen van het *Staatsblad* verbeterd worden en dat er ter beschikking van dit Beheer zetmachines worden gesteld, waarmede sneller en degelijker gewerkt kan worden.

De Minister antwoordde dat de herinrichting der werkhuizen van het *Staatsblad* tot Nationale Drukkerij wordt onderzocht door eene Commissie, welke reeds vóór eenige maanden werd ingesteld, en dat deze Commissie zich eerlang naar 's-Gravenhage zal begeven, waar zij de werking van de Nederlandsche Staatsdrukkerij zal bestudeeren.

Van nu af aan werd er beslist zes zetmachines voor het *Staatsblad* aan te koopen.

Na deze enkele bemerkíngen blijft nog slechts over, aan de Kamer voor te stellen de begrootingsvoorstellen goed te keuren, zooals die werden voorgedragen in het Regeeringsontwerp, en onder voorbehoud van de aangekondigde amendementen.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

P. POULLET.

